



Ces Tunisiens morts pour la liberté

ROUTE DU JASMIN (2) • Durant la révolution, des dizaines de jeunes ont été abattus par des policiers en Tunisie. Des familles se battent pour que justice soit rendue.

NICOLAS BURNENS

Mohamed El Talbi regardait la télévision quand il s'est vidé de son sang devant sa mère le 13 janvier 2011, la veille de la fuite du président Zine el-Abidine Ben Ali. «Dehors, il y avait des manifestations», se rappelle sa mère, Nadjet. «Les balles fusaient de partout. Les gens couraient dans tous les sens.» Tué par une balle perdue, son fils est devenu l'un des «martyrs de la révolution». «Elle est rentrée dans sa nuque et est ressortie de l'autre côté. Je suis sortie pour demander de l'aide aux policiers. Je les ai suppliés de m'aider. Ils m'ont dit: «Laisse-le crever.»

Comme Nadjet, elles sont une dizaine de mères à s'être rassemblées sur la place des droits de l'homme à Tunis. Le gouvernement leur a proposé 20 000 dinars d'indemnisation, soit 14 000 francs suisses. Mais la colère est toujours là. «Ce que je demande, c'est que celui qui a tué mon fils subisse le même châtiment. Il ne sait pas le mal qu'il m'a fait.»

«Pas mort pour rien»

Helmi Manai a été abattu par balles, avenue de Lyon à Tunis.

«Je ne veux pas que nos enfants soient morts pour rien: il y a eu une révolution», crie Saïda, assise dans sa tente. Six mois après le soulèvement, aucune enquête n'a été ouverte. «S'il le faut, je camperai devant le Ministère de l'intérieur. C'est eux qui ont tué mon fils», prévient-elle.

A Tunis, 47 personnes ont été tuées par arme à feu. Mais c'est à l'intérieur des terres que l'on compte le plus de martyrs, dont une soixantaine rien qu'à Kasserine, près de Sidi Bouzid. A Tataouine, ancienne capitale du tourisme au Sud, ils sont trois à avoir été tués par le même policier, le 13 janvier 2011 devant le commissariat. Chacun avait essayé de porter secours à l'autre.

Abdullah Daghim, 78 ans, a perdu l'un de ses cinq fils. Il est assis dans le salon familial, le rapport du médecin légiste à la main. «Il n'a fait qu'accomplir son devoir. Il manifestait pour la liberté. Le jour de ses obsèques, les gens m'ont présenté leurs condoléances. Je leur ai dit: félicitez-moi, mon fils est un martyr.» Une balle l'a atteint au flanc, une seconde à l'estomac et au foie. Mohamed est décédé à l'hôpital.



Saïda raconte son histoire dans la rue. Son fils a été tué durant la révolution. A. GALOFARO

Zakaria Ben Saleh a retrouvé son frère gisant dans la rue, abattu d'une balle dans la tête. C'est le second martyr de Tataouine. «J'étais choqué. J'ai dit que je ne connaissais pas cette personne. La balle l'a atteint au front et on ne reconnaissait plus ses traits. J'étais en colère. Je voulais tuer le pre-

mier policier. Heureusement, on m'a retenu», témoigne-t-il, entouré de sa famille.

«Comme martyr»

Aawatif, sa sœur, pleure toujours son frère. «Nous voulons juste une reconnaissance. C'est la moindre des choses. Qu'il soit au moins reconnu comme les

martyrs des autres régions. On dirait qu'ils n'ont jamais existé. Nous sommes rien du tout», lâche-t-elle, entrecoupée de sanglots. A Tataouine, le policier qui a ouvert le feu le 13 janvier court toujours. Comme des dizaines d'autres dans toute la Tunisie.

AVEC SAMI BOUKHELIFA ET ANTONINO GALOFARO

UN GARÇON DE 14 ANS TUÉ

Un garçon de 14 ans a été tué dans la nuit de dimanche à lundi à Sidi Bouzid (centre de la Tunisie) lors de la dispersion d'une manifestation par la police, a rapporté lundi l'agence officielle TAP. Selon le chef de la police, les agents ont ouvert le feu après avoir été la cible de cocktails molotov lancés par les manifestants. L'adolescent a été tué par le «ricochet d'une balle», et deux

personnes ont été gravement blessées, selon la TAP citant le chef de la police à Sidi Bouzid, Samir Al Meliti. Les violences ont duré jusqu'à 3h et neuf personnes ont été arrêtées, ajoute la TAP. L'adolescent est arrivé décédé à l'hôpital et son corps a été transféré au service médico-légal de Sfax (centre), selon une source médicale à Sidi Bouzid. ATS

LES ENQUÊTES PIÉTINENT

Selon un récent rapport des Nations Unies, la révolution tunisienne a fait 219 tués et 519 blessés. 147 sont morts durant les troubles, les autres en prison. Mais toujours pas de coupables. «Certains juges d'instruction ont été menacés après avoir entendu des suspects. Il y a un véritable bras de fer avec le Ministère de l'intérieur. A plusieurs reprises, celui-ci a refusé de livrer des assassins», explique l'avocat Kellil Charfeddine, qui y voit la pérennisation du système Ben Ali. Ce trentenaire fait partie d'un collectif qui a porté plainte contre 15 anciens membres du gouvernement. Depuis son bureau sur une rue parallèle à l'avenue Bourguiba, il s'occupe aussi du dossier

de douze martyrs. «Le pire, c'est que dans beaucoup de cas, l'assassin est connu. Les témoignages convergent. Il y a des vidéos, des collègues de policiers ont parlé», précise l'avocate Imen Béjaoui, qui fait aussi partie du collectif. Comme ce lieutenant de police de Degache près de la frontière algérienne. Personnalité connue et respectée, il a tué trois jeunes le 11 janvier. Il a été muté à Monastir. Six mois après la révolution, un seul procès s'est ouvert devant le Tribunal militaire de Sfax. Il s'agit de celui d'un jeune tué par un agent de sécurité. L'audience a été ajournée au 15 août prochain.

N.BS AVEC S.B ET A.G

SYRIE Le calme est revenu à Homs

Le calme est revenu hier dans la ville syrienne de Homs après de violents affrontements qui ont fait une trentaine de victimes au cours du week-end. L'armée a par ailleurs pénétré dans plusieurs autres villes, selon une ONG syrienne. Les forces de sécurité sont intervenues à Homs, à 160 km au nord de Damas, et y ont mis fin aux violences, a déclaré le chef de la Ligue syrienne des droits de l'homme (LSDH).

Il a estimé que les heurts qui avaient commencé samedi soir entre des habitants donnaient un «signal dangereux de l'effritement» menaçant la société syrienne, «si une solution n'est pas trouvée à la crise». Les violences dans cette cité où cohabitent les trois communautés sunnite, alaouite - une branche du chiisme à laquelle appartient Bachar al-Assad - et chrétienne ont fait environ 30 morts et des dizaines de blessés et des boutiques ont été incendiées, a-t-il affirmé. Les affrontements se sont produits après l'assassinat à Homs de trois partisans du régime enlevés au début du mois par des inconnus et dont les corps démembrés ont été restitués samedi à leurs proches. ATS

LA PALESTINE EST RECONNUE

La Syrie reconnaît un Etat palestinien avec la frontière du 4 juin 1967, en vigueur avant la guerre israélo-arabe de 1967 et ayant Jérusalem-Est pour capitale, a annoncé hier le Ministère syrien des affaires étrangères. Et cela «sur la base de la préservation des droits palestiniens légitimes», a-t-il précisé. La Syrie «traitera le bureau de l'OLP (Organisation de libération de la Palestine) à Damas comme une ambassade dès la parution de ce communiqué», souligne le ministère. ATS

FRANCE

Ségolène se veut gaulliste

BERNARD DELATTRE, PARIS

Quelle mouche a piqué Ségolène Royal? Dimanche soir, la candidate à l'investiture du PS pour 2012 a indiqué que, si elle remporterait la primaire, elle rassemblerait de l'extrême gauche jusqu'aux «centristes humanistes, mais aussi la droite gaulliste». «Coup de théâtre dans la primaire», selon certains commentateurs, «bel exemple de flottement idéologique au PS», selon d'autres: lundi, l'amplitude de cette offre ségoléniste a troublé la gauche et amusé la droite.

«Ce sont les primaires, les candidats expriment des positions, les électeurs jugeront», a commenté, un peu gêné, le porte-parole du PS. Qui a tout de même invité ses présidentiables à se donner comme «priorité» «le rassemblement de la gauche, pour commencer». Ces primaires, «c'est la course à l'idée la plus sottise qui soit!», a moqué le ministre Xavier Bertrand. Pour qui Ségolène Royal a mis «son aspirateur en marche pour essayer de glaner des voix».

Entre les deux tours de la présidentielle de 2007 déjà, déroulant les socialistes, Ségolène Royal avait fait un appel du pied au centriste François Bayrou. En 2011, elle justifie cette nouvelle

initiative par le durcissement de la droite. Qui, croit-elle, laisse en déshérence, et donc met à sa portée, l'électorat de droite sensible aux «valeurs républicaines», mais rétif à cette évolution de l'UMP. Fin juin, déjà, elle avait fustigé un sarkozysme qui «a oublié la conception désintéressée de la politique» du général de Gaulle. Et, citant ce dernier, avait fait offre de service: «Ce n'est pas parce que la droite a abandonné ce qui lui restait comme référence structurée que la gauche doit rougir d'être fidèle à sa mission en reprenant le drapeau «de cet acte d'énergie, de cet acte de foi qui conditionne la résurrection de la France».

Ségolène Royal n'a pas tort de diagnostiquer le glissement à droite y compris de la mouvance «gaulliste sociale» de la majorité. L'illustre la charge récente du ministre Wauquiez (censé pourtant incarner «la droite sociale») contre «le cancer de l'assistanat», ou, vendredi, l'attaque de François Fillon (héritier de Philippe Séguin, héraut du «gaullisme social») contre Eva Joly: digne des diatribes de l'aile la plus à droite de l'UMP. Pour autant, ce glissement à droite des leaders du gaullisme historique également met-il leur électorat à la portée

de Ségolène Royal? Ce n'est pas ce qu'indiquent les sondages.

Du reste, idéologiquement, le positionnement ségoléniste commence à devenir pour le moins baroque. En 2007, l'intéressée s'était positionnée très à droite au PS. L'avaient indiqués ses idées de drapeau français dans toutes les chaumières, ou d'«encadrement militaire des jeunes délinquants». En 2011, elle n'a en rien changé. L'ont confirmé son appel à «raccourcir» les migrants tunisiens chez eux, ou son acceptation que des heures de travail soient imposées aux bénéficiaires du minimum d'insertion. Mais, dans le même temps, sur le terrain socio-économique (sur les questions des banques, du pouvoir d'achat ou du prix des carburants, par exemple), elle a eu des positions ultra-interventionnistes, quasi collectivistes, que n'aurait pas reniées le trotskiste Besancenot.

Depuis dimanche soir, avec sa «main tendue aux gaullistes», Ségolène Royal élargit donc encore un peu plus son grand écart. Au risque que ses électeurs ne s'y retrouvent plus très bien, et que ses adversaires la raillent comme prête à tous les opportunités pour remonter dans les sondages. I

ÉGYPTE

Le flou autour de Moubarak

CLAUDE GUIBAL, LE CAIRE

Il montre du doigt la caricature dessinée sur la banderole qu'il brandit. Hosni Moubarak, en maillot de bain, un cocktail à la main sous les palmiers: «Mourant lui?» Place Tahrir, comme ce manifestant, ils ne sont pas nombreux à croire que l'état de santé d'Hosni Moubarak se soit réellement dégradé. «Et même s'il l'était... Je ne veux pas le voir mort sans avoir été jugé!»

Dimanche soir, l'hôpital de Charm el-Cheikh a rapidement démenti que l'ancien président soit tombé dans un coma profond, comme l'avait affirmé quelques minutes plus tôt son avocat. Des sources proches de l'entourage de l'ancien président assurent cependant que l'ex-raïs, âgé de 83 ans, est effectivement malade. L'information n'est pas nouvelle: l'an dernier, son retour, le visage livide, le corps raide, après une hospitalisation en Allemagne, pour ablation de la vésicule biliaire et d'une tumeur à l'estomac, avait relancé les spéculations sur sa succession. Le mois dernier, son avocat a annoncé que l'ancien raïs souffrait d'un cancer à l'estomac, avec multiplication des métastases.

Mais depuis son départ du pouvoir le 11 février, nul n'a vu

d'image d'Hosni Moubarak. D'abord réfugié dans sa résidence de Charm el-Cheikh, il aurait été transféré à l'hôpital de la station balnéaire après l'annonce de son placement en détention provisoire. Chaque fois que la justice a réclamé son transfert dans une prison du Caire, des rumeurs alarmistes ont coupé court à la manœuvre.

Crises cardiaques, malaises se sont succédé à mesure qu'approche son procès, qui devrait s'ouvrir le 3 août. L'ancien président égyptien et ses deux fils sont accusés d'abus de pouvoir et d'enrichissement personnel. Hosni Moubarak est également soupçonné d'avoir ordonné de tirer sur les manifestants pendant la révolution, ce qui théoriquement pourrait lui valoir la peine de mort.

Le flou entretenu autour du sort de l'ex-raïs fait fleurir les théories complotistes, certains affirmant qu'il serait à l'étranger, protégé par l'Arabie saoudite qui ne veut pas voir un dirigeant arabe à la barre des accusés. D'autres sont persuadés qu'il est déjà décédé, mais que sa mort est tue afin d'éviter de déclencher une curée immédiate dans son entourage. Car si l'armée est soupçonnée de chercher à pré-

server son ancien chef de l'humiliation d'un procès, il n'en va pas de même pour ses fils Alaa et Gamal et son épouse Suzanne, dont l'image est plus encore que la sienne associée à la prédation et la corruption.

La semaine dernière, répondant aux attentes des protestataires toujours rassemblés en sit-in sur la place Tahrir et dans plusieurs villes du pays, le gouvernement a annoncé que les procès des responsables de l'ancien régime seraient diffusés en direct à la télévision. Mais face à la lenteur et la confusion des procédures judiciaires, beaucoup regrettent aujourd'hui que l'Égypte ne se soit pas dotée d'un tribunal d'exception pour juger les crimes de l'ancien régime, plutôt que d'en référer à des juridictions civiles. La colère est d'autant plus grande que depuis la fin du soulèvement, plus de 7000 civils ont eux été jugés par les tribunaux de l'armée, au pouvoir. Par ailleurs, le remaniement ministériel effectué ce week-end laisse les révolutionnaires sur leur faim, les deux ministres les plus controversés, celui de l'Intérieur et celui de la Justice, étant maintenus en fonction.

© LIBÉRATION